

LE RÉVEIL SAINT-PIERRAIS

Journal Républicain

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance).

Pour la Colonie.

Un an..... 12 fr. 00. — Six mois..... 7 fr. 00

Union Postale

Un an..... 15 fr. 00. — Six mois..... 8 fr. 00

FERNAND MAZIER

DIRECTEUR

Quai de la Roncière

Saint-Pierre & Miquelon



PRIX DES ANNONCES.

à six lignes..... 3 fr. 00

Chaque ligne au-dessus..... 0 fr. 40

La charité chrétienne

Les principes de la charité chrétienne enseignent de faire le bien pour le mal, d'avoir pitié des malheureux qui souffrent et des orphelins qui pleurent.

Ces principes d'altruisme sont inscrits dans tous les cœurs qui battent d'un véritable dévouement pour ceux qui souffrent, d'où que vienne la souffrance, soit physique, soit morale.

Dimanche, le cœur gros notre ami Grosvalet Albert partait, s'exilait pour aller à l'étranger, avec son fils aîné, gagner le pain de sa vieille mère, de sa femme et de ses sept enfants.

Pour ceux qui n'y ont pas encore passé, que c'est donc pénible de prendre le chemin de l'exil, d'abandonner sa famille et les relations d'amis que l'on s'est faites pendant une existence de quarante ans.

L'infortune et la misère, aux prises avec l'existence, ont contraint Albert Grosvalet à faire ce sacrifice qui tue, quand l'âge des illusions est passé.

Qui le croirait! ce sacrifice n'a pas paru suffisant à M. l'abbé Légasse et à son conseil de fabrique.

Jeudi dernier, à deux heures, d'ordre de ce prêtre sans entrailles, il a été procédé quand même à la vente des objets mobiliers du pauvre Grosvalet, dont la femme, brisée par l'émotion et les angoisses de la séparation, était au lit.

Et dire que cette exécution se faisait à l'incitation d'un prêtre qui brigue par orgueil d'être le pasteur d'un plus grand troupeau, violant insolemment le principe de son Maître qui l'oblige à donner sa vie pour ses brebis.

C'est nous, que l'on appelle des mécréants, qui sommes obligés de rappeler ce prêtre aux devoirs de sa mission divine qu'il transgresse tous les jours par haine de ses adversaires.

Et ce sont ces adversaires, qui débordant de charité chrétienne, sont allés à la vente de Grosvalet racheter ses quelques objets mobiliers pour donner le

nécessaire à cette pauvre femme et à ses six enfants.

Ce sont les membres de l'Action laïque qui ont accompli l'œuvre de soulagement des sœurs de ce sublime Saint-Vincent de Paul.

Voilà l'exemple édifiant qui a été donné sans ostentation jeudi, et la famille Grosvalet s'est trouvée, un instant après la vente, en présence des objets que l'habitude chérissait de voir à la même place.

À l'exception de deux ou trois individualités, les personnes présentes à la vente se sont montrées respectueuses de tant de malheur et elles se sont trouvées attendries de l'œuvre de charité qui s'accomplissait dans le silence. L'huissier lui-même n'a pu s'empêcher d'être gagné par cette sympathie malheureuse en adoucissant, autant qu'il était en son pouvoir, le devoir pénible qu'il avait à remplir.

Seul M. l'abbé Légasse, sous le couvert de son Conseil de fabrique, s'est montré odieux en mettant à exécution son œuvre ignoble d'inquisition.

Devant de telles représailles anti-chrétiennes, où sont donc ces paroles menteuses de paix et de charité dont on trompe les malheureux fidèles? Où est-elle cette belle religion dont on fait étalage, dont on se drape pour mieux tromper les gens trop crédules?

Cette exécution sommaire et sans pitié, c'est le renouvellement de l'inquisition; on ne fait pas davantage parce que l'on n'en a plus le pouvoir.

Voilà en quelques mots, le triste exemple auquel nous avons assisté, il confirmera, auprès des plus incrédules, qu'il y a des hommes qui sont sans entrailles et sans pitié, et qu'il y en a d'autres dont la complicité et la faiblesse sont impardonnables de se prêter à des exécutions qui démontrent que, quoique pères de famille, ils sont des sans-cœur: l'humanité, avec toutes ses souffrances inhérentes, reprouve ces égarements de haine et de vindicte d'où qu'elles viennent.

N. B. Les personnes ayant fait des achats par mégarde sont venues par délicatesse offrir de les rendre.

ENCORE ET TOUJOURS L'ÉQUIVOQUE

La lettre si catégorique, en son genre, de l'abbé Rocher vient encore jeter l'équivoque en pâture à notre malheureuse population, dont on abuse dans les grands prix.

Dans son compte-rendu de la manifestation, ce prêtre invraisemblable, qui traite d'énergumènes des catholiques qu'il dit pratiquants, est de toutes parts en contradiction avec la vérité, voire même avec MM. Légasse.

L'abbé Rocher a personifié ici l'intransigeance religieuse dans son absolutisme, et, à ce titre, il faisait l'affaire de Monseigneur Légasse pour essayer d'asseoir ou de faire tolérer sa domination quasi épiscopale.

*
**

La contradiction et l'équivoque, nous les relevons dans ce passage: **déjà en 1903, on avait profité de son malheur pour lui imposer la laïcisation des écoles tenues par les frères de Ploërmel.** Quelle blague et quelle mystification à la fois, à l'usage des pauvres gens! Où sont donc les protestations que firent entendre le clergé et les MM. Légasse, qui avaient poussé certains de la population à manifester, en traitant de lâches ceux qui ne le feraient pas. Mais le jour du départ des frères, on ne vit pas un Légasse.

Leur protestation peut se résumer dans cette sorte d'adhésion à la laïcisation et de félicitation écrite par Monseigneur Légasse à M. le gouverneur Caperon. En ce temps-là, la séparation de l'Eglise et de l'Etat n'existait pas, on n'en parlait pas, ou du moins on n'y croyait pas.

Voilà bien le double jeu que MM. Légasse jouaient en 1903 et qu'ils jouent encore tous les jours; et tout cela pour maintenir leur domination sur cette colonie en leur pouvoir spirituel au service de leur oppression politique.

*
**

A plaisir, nos gouvernants sont aveugles et ils se laissent désarmer par les

affirmations les plus contradictoires avec ce qui se passe. L'intrusion que nous signalions n'est-elle pas confirmée par l'abbé Rocher en ces termes: **Si quelques-uns des Miquelonnais y ont consenti depuis, c'est uniquement devant les menaces de se voir retirer le maigre morceau de pain que leur procure en ce moment le bureau de bienfaisance.**

Ce mouvement d'antipathie ne s'est-il pas manifesté au cours du séjour de M. l'abbé Légasse à Miquelon pendant les fêtes de l'entente cordiale, absence qui fut très remarquée.

Voilà comment l'opposition à la laïcisation s'est sournoisement fait jour, mais elle a été nettement pratiquée par les agents des MM. Légasse, qui eux se cachaient dans les coulisses, se mettant le moins possible en évidence, mais faisant agir leurs agents, à quelque titre qu'ils le fussent.

Quelle fumisterie de voir un abbé Rocher, dévoué corps et âme à la fortune des Légasse, oser dire: **il existe de ces hommes qui sacrifieraient volontiers l'avenir économique de tout un pays pour le plaisir d'ennuyer les curés et les bonnes sœurs.**

C'est bien à un serviteur avéré d'un Légasse d'oser parler de l'économie de ce pays, quand ils sont en train de le ruiner, quand ils ont voulu lui imposer un emprunt de 300.000 francs, quand seuls ils profitent d'une entreprise de creusage qui a coûté 800.000 francs et qui de plus les dispense de payer des droits de quai, un des principaux revenus de la colonie; quand ils viennent d'imposer à la colonie ruinée le renouvellement d'un contrat postal à 400.000 francs par an.

Quelle logique déplorable, mais en revanche, quelle foucherie d'oser dire que les autres sacrifieraient l'avenir économique d'un pays. Mais que font-ils donc tous les jours?

Une espèce de prêtre qui se plaint qu'il y ait des catholiques pratiquants à faire partie d'une action laïque! S'il y en a? C'est leur droit et ils n'en sont que plus méritant de s'en élèver parmi ceux qui entendent combattre ouvertement les excès du cléricisme que nous subissons, grâce à toutes les ramifications par lesquelles il détient tous les pouvoirs publics de la colonie.

Le compte rendu de l'abbé Rocher est l'aveu que la manifestation a été préméditée, il suffit d'en peser les termes à la forme indéfinie: **on arrête le texte d'une pétition. Qui on?**

Cet indéfini **on** est bien le **nous** habituel des curés, dont la tournure, pour rester dans l'exactitude de la rédaction, aurait dû se continuer par **on assemble des catholiques, on se concerte.**

que c'est l'homme le plus remuant, comme le plus dévoué de la fabrique, qui s'est chargé de cette besogne à leur place, mais avec la marque de fabrique.

Ne parions pas de la pétition comprenant 2,500 signatures de la population adulte, nous savons que cette population a été trompée sur l'usage que l'on a fait de cette pétition, comme nous savons aussi que l'on a fait signer les enfants. Au point de vue d'élever un monument de sympathie à l'adresse des sœurs, c'était naturel. A ce titre, mais à ce seul titre, tout Saint-Pierre aurait pu signer.

Pas de danger que l'abbé Rocher dise dans son compte-rendu que le gouverneur avait montré aux porteurs des pétitions une prétendue lettre de Lagrosillière. Il se borne à dire que la population était convaincue que le citoyen Lagrosillière était l'auteur de la lettre qui avait provoqué cette mesure. M. Rocher se montre prudent à l'endroit de son complice et il a soin de taire l'incident qui a excité la population au point de faire payer cher cet excès de zèle anticlérical. En quelques instants des hommes résolus en enfoncèrent les portes, en brisèrent les fenêtres et se mirent à sa recherche. Les hommes résolus de l'abbé Rocher ne sont ni plus ni moins les meneurs de la manifestation que nous avons qualifiés tels. L'abbé Rocher qui a stigmatisé de pratiquant les membres de l'Action laïque, aura t bien dû, pour éclaircir le mobile de la manifestation du 13 janvier, préciser si ces hommes résolus étaient des pratiquants et des convaincus.

Dans cette partie sensationnelle de sa narration, l'abbé Rocher est en désaccord complet avec l'autre agent de M. Légasse qui, dans le télégramme qu'il envoie à son maître le 20 janvier, dit: **Lagrosillière agit France simulant craindre assassinat. Pays calme, craignons calomnies contre gouverneur.** Voilà qui ne cadre plus avec ce qu'affirme l'abbé Rocher qui était aux premières loges pour voir ce qui s'est passé. Il est vrai que M. Légasse, dans sa lettre à M. Rouanet parle d'une **bagarre**. Le mot est bien impropre quant au sens, car une bagarre veut dire une foule qui en vient aux mains. On voit par ces trois narrations que nos adversaires ont voulu atténuer suivant leur impression et leur intérêt personnel, la gravité des faits qui se sont passés.

En fanatique exalté, ou qui feint de l'être, l'abbé Rocher s'écrie: **voilà certes une bonne journée pour les catholiques de Saint-Pierre!** Voilà le prêtre qui doit prêcher aux fidèles: **aimez-vous les uns les autres.** Malgré toute son exaltation, ce résultat ne lui était pas satisfaisant, puisqu'il continue à les inciter en disant: **ils ne sont pas hommes à se contenter d'un pareil résultat. Au mois de septembre, nous recommencerons s'il le faut, et nous verrons bien si, pour faire plaisir à**

quarante énergumènes remorqués par un nègre, l'on osera troubler toute une population.

Dans le paroxysme de la rage et l'exaltation, l'abbé Rocher, suivant l'exemple, non de son divin Maître, mais de M. Louis Légasse, devient insolent et injurieux en traitant ses adversaires d'énergumènes et M. Lagrosillière de nègre et de mulâtre.

À bien considérer les gens et les choses dans leur expression propre et réelle, s'il y a un énergumène en toute cette affaire, c'est l'abbé Rocher, qui a compromis la dignité qu'un prêtre devrait toujours conserver et dont il ne devrait jamais se départir. Il a donné le triste exemple, à une population catholique, que l'habit ne fait pas le moine et qu'il n'empêche pas les passions les plus mauvaises de se faire jour.

M. l'abbé Légasse a enfin compris qu'il devait s'en séparer; il y a longtemps que cette compréhension aurait dû pénétrer en lui. Tout le monde comprendra que la maladie de la mère de M. Rocher n'a été qu'un prétexte et qu'on le fait partir pour échapper à des poursuites correctionnelles et à une condamnation certaine. C'est du reste le moyen à l'ordre du jour et qui témoigne que MM. Angoulvant et Lechatellier s'entendent à merveille pour les résultats à obtenir.

Comparaisons et Contradictions

Sous ce titre, un de nos lecteurs nous adresse la lettre suivante qui pourrait aussi s'intituler **Justes réflexions.**

Monsieur le Rédacteur,

En lisant votre article intitulé **a big fish trust**, article où vous commentiez une interview de M. Légasse avec les autorités et commerçants de Saint-Jean de Terre-Neuve, il m'est revenu à la mémoire que l'an dernier à pareille époque, Monsieur L. Légasse se faisait interviewer à Paris par un certain Chateauneuf, rédacteur à l'**Action** anticléricale et socialiste (?), dont le sénateur Delpech (protecteur du sieur Angoulvant) était autrefois l'une des lumières. Ce souvenir d'une interview mémorable m'a incité à rapprocher et à mettre en parallèle les idées des Légasse de Paris et des Légasse de Saint-Pierre, et certes je ne crois pas avoir perdu mon temps, car jusqu'ici j'avais cru voir en cet homme un vrai ami du peuple. Je pensais que s'il était discuté à Saint-Pierre, c'était par des adversaires





politiques, d'une politique de clocher. La plus haineuse certes, et la plus incompatible de toutes les politiques. Mais je ne pouvais croire que tel faisant œuvre républicaine à Paris et en France pouvait être à Saint-Pierre et à Terre-Neuve un clérical fanatique, un capitaliste sans entrailles, un fabricant des trusts qui n'ont qu'un but: affamer les classes ouvrières.

Me permettez-vous, Monsieur le Rédacteur, de citer quelques phrases de M. Légasse à l'appui de mes dires.

« M. Légasse, dit l'Action, était tout désigné pour prendre en mains la cause prolétarienne. » A Saint-Jean, le **Evening Herald** qui a interviewé M. Légasse dit: « M. L. Légasse, le plus gros industriel en morues de Saint-Pierre, est maintenant ici où il cherche à établir un trust énorme en vue de dicter de hauts prix sur les marchés de morue. »

Pour moi, Monsieur, je ne comprends pas un représentant du **prolétariat** essayant de dicter des hauts prix pour une marchandise qui forme la base de la nourriture dans certaines classes ouvrières?

Poursuivons les interview de M. Légasse. Dans l'Action, M. Légasse fait écrire: « l'armement à la grande pêche n'a plus comme je viens de vous l'expliquer les ressources suffisantes pour faire face aux dépenses inévitables ».

Dans l'Evening Herald, M. Légasse dit: « La colonie n'est nullement éprouvée par les mauvaises pêches, au contraire elle possède de fortes ressources et des réserves effectives ».

Lequel faut-il croire, M. Légasse parlant à Paris, ou M. Légasse parlant à Saint-Jean? Je crois pour moi qu'il ne faut croire ni l'un ni l'autre, car d'après ce que j'ai lu dans la suite de son interview j'ai vu que non seulement M. Légasse se mettait en contradiction avec lui-même à un an d'intervalle, mais que certaines phrases relevées dans son interview et mises en présence de certains articles de sa Vigie étaient de pures contradictions à moins que . . . mais non je ne puis y croire . . .

Si voulez bien insérer ces lignes je me permettrai, monsieur le Directeur, de vous adresser une nouvelle lettre où je mettrai en parallèle plusieurs articles de la Vigie avec des passages de l'interview de M. Légasse à Saint-Jean: Il me semble qu'après cette lettre il ne pourra s'offusquer lui Légasse de l'épithète de **caméléon** que je lui décernerai

en connaissance de cause. Epithète qu'il lança il y a deux ans à la tête d'un de nos honorables concitoyens qui la méritait aussi peu qu'elle lui convient à lui.

Permettez moi, Monsieur le directeur, de signer cette lettre d'un pseudonyme que M. Légasse comprendra

FALCO

BANQUET

offert à M. Lagrosillière

Jeudi soir, salle comble dans le hall du café de la Bourse où se réunissaient, en un banquet fraternel, les membres de l'Action laïque et quelques invités pour fêter le prochain départ de M. Lagrosillière.

Depuis le commencement jusqu'à la fin de cette réunion d'amis et de travailleurs, l'entrain et la bonne humeur française n'ont cessé de régner au milieu d'une camaraderie de tous les invités qui faisait plaisir tant chacun se mettait à l'aise comme étant chez lui.

Il est même rare de voir une réunion aussi nombreuse, durant laquelle on ne puisse remarquer ce moment de froid silence qui dépeint si bien la contrainte avant que la glace ne soit rompue.

Dîner simple et excellent comme il convenait à des adeptes qui se régalaient plus volontiers des extra de la Pensée que de matières comestibles.

M. Lagrosillière avait à sa droite et à sa gauche les deux doyens militants des convives: M. Dupont et M. Mazier.

Comme toujours et plus que toujours, M. Lagrosillière a été vibrant d'éloquence sympathique pour ses camarades de l'Action laïque, pour ceux qui avaient mené, avec lui et à ses côtés, le bon combat contre l'oppression religieuse et administrative. Au nom de tous, il a envoyé un témoignage d'amitié et de bon souvenir à l'exilé et infortuné Albert Grosvalet, la victime du cléricalisme intolérant; il a loué les membres de l'Action laïque de ce qu'ils avaient mis en pratique leur solidarité sociale.

Désintéressé de sa personne, il a presque passé sous silence les tracasseries professionnelles auxquelles il était en butte pour essayer de faire de lui un martyr.

L'hilarité de la salle a été délirante quand on a découvert un tableau représentant l'apothéose de la Pensée terrassant l'intolérance religieuse, exécution due au crayon de deux jeunes gens saint-pierrais et fort bien conçue.

Le fou-rire s'est emparé des convives quand l'orateur a raconté son enlèvement macabre dans une malle à l'instar du légendaire Gouffet.

MM. Dupont, Mazier, Grellé, Benâtre, Lacroix, Dupont fils, Treick, Yon et Constantin ont répondu à tour de rôle aux nombreux discours de M. Lagrosillière qu'il serait impossible d'analyser par la variété des sujets qu'il a traités.

Contentons-nous de dire que tous les orateurs ont été frénétiquement applaudis et que cette fête de famille s'est terminée en souhaitant au Président de l'Action laïque Saint-Pierraise d'aller siéger, avec le mandat de député, au Palais Bourbon, et d'y être le représentant de ses chers Martiniquais et de nos revendications sociales et économiques.

AFFAIRE

LAGROSILLIÈRE - LARQUÈRE

Saint-Pierre le 2 Mars 1906.

à Monsieur Larquère.

Monsieur,

Ne vous ayant pas rencontré à votre bureau vers 2 h. 45, lorsque nous nous y sommes présentés, nous avons l'honneur de vous faire savoir qu'à la suite de la décision prise ce matin par le tribunal, M^e Lagrosillière estime qu'il ne peut considérer que comme exactes les paroles qu'il vous reproche.

Dans ces conditions, Monsieur, nous vous prions de bien vouloir nous mettre en rapport avec deux de vos amis. Nous nous tiendrons à partir de l'heure que vous nous indiquerez, à la disposition de vos témoins chez l'un de nous (M. Benâtre).

Recevez, Monsieur, nos sincères salutations.

H. GRELLÉ

E. BENÂTRE

ILES

ST-PIERRE ET MIQUELON

SERVICE

DES

DOUANES

Note

Monsieur le chef du service des Douanes invite Messieurs Benâtre et Grellé à vouloir bien se rendre immédiatement au cabinet de Monsieur le Gouverneur pour entendre les explications que Monsieur Larquère à leur donner.

Il les prie d'accepter ses salutations distinguées,

LARQUÈRE



Saint-Pierre, le 2 mars 1906

Monsieur,

La mission qui nous a été confiée par notre ami Lagrosillière ne va pas jusqu'à l'exécution des ordres de M. le chef du Service des Douanes qu'en la circonstance nous ne connaissons pas.

Nous ne pouvons que confirmer à Monsieur Larquère la lettre que nous lui avons fait parvenir à 3 h. 15.

Recevez, M.

H. GRELÉ E. BENATRE

Saint-Pierre, le 2 mars 1906.

M. Larquère à M M. Benâtre et Grelé.

Messieurs,

Vous m'avez adressé, de la part de M. Lagrosillière, une demande de réparation par les armes pour une soi-disant injure que j'aurais proferée à son adresse il y a 3 mois. Fonctionnaire, j'ai cru devoir tout d'abord en référer au chef de la colonie. Monsieur le Gouverneur, après avoir pris connaissance de votre lettre, m'a déclaré que l'incident lui paraissait à son avis n'avoir aucune attache administrative, et qu'il ne pouvait que me laisser la liberté de donner à cette affaire telle suite que je jugerais convenable. Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit:

Si M. Lagrosillière s'était cru offensé par moi dans les conditions ci-dessus indiquées, il lui était loisible de m'adresser ses témoins. Il a préféré porter tout d'abord la question sur le terrain judiciaire; sa demande ayant reçu satisfaction, il ne peut, d'après les règles d'honneur, porter à nouveau la question sur le terrain personnel. En me refusant comme membre d'un conseil de discipline, il n'a fait qu'exercer un droit qui appartient à tout justiciable, mais qui ne saurait, d'après les précédents, donner lieu à réparation personnelle, surtout après le retard apporté par M. Lagrosillière à m'adresser ses témoins, et les circonstances dans lesquelles cet envoi s'est produit.

Du reste, je ne puis que répéter que je ne me souviens pas d'avoir employé l'expression de «négre», à laquelle d'ailleurs je n'attache aucun caractère injurieux. Dans ces conditions, je ne vois pas la nécessité de constituer des témoins.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

LARQUÈRE

Saint-Pierre le 2 Mars 1906

Monsieur,

Quand nous avons été tout d'abord vous voir vers 2 heures vous ne nous avez pas laissé supposer que vous ne

constitueriez pas témoins. Puis, en réponse à la lettre par laquelle nous vous prions, au nom de notre client M. Lagrosillière, de nous mettre en relations avec deux de vos amis, vous avez cru devoir nous adresser une note administrative par laquelle vous nous invitiez à passer immédiatement au cabinet du Gouverneur. Maintenant vous nous écrivez pour discuter la question d'honneur et pour dégager la responsabilité du chef de la colonie que vous avez introduit dans cette affaire.

Toujours sans tenir compte de l'avis de celui dont vous avez cru devoir, comme fonctionnaire, solliciter le concours en pareille occurrence, nous venons vous déclarer que M. Lagrosillière n'a connu votre propos que le matin du jour où il devait comparaître devant un conseil de discipline dont vous faisiez partie.

Il a immédiatement usé de son droit de récusation, mais il lui reste celui de vous demander personnellement compte d'une injure dont les mandataires constitués de part et d'autre peuvent seuls être juges.

M. Lagrosillière nous charge de vous ajouter que si il avait su plutôt que vous aviez tenu ce langage sur son compte il vous en aurait immédiatement demandé réparation selon son habitude.

Nous espérons bien qu'après cette explication vous voudrez bien constituer témoins

Recevez, M.

H. GRELÉ E. BENATRE

Saint-Pierre le 4 Mars 1906

Cher ami,

En vous adressant copie de la correspondance échangée avec M. Larquère nous vous informons que ce monsieur n'a pas répondu à notre dernière lettre, remise il y a 24 heures, le priant de nous mettre en rapport avec deux de ses amis.

Nous ne nous permettrons pas de qualifier cette façon de faire, mais dans ces conditions nous ne pouvons que considérer notre mission comme terminée.

Agreez, cher ami, l'assurance de nos sentiments bien dévoués.

H. GRELÉ E. BENATRE

Le prix d'un billet de cent francs

On sait que la valeur fiduciaire d'un billet de banque varie selon les pays. C'est ainsi que notre billet de cent francs subit, d'un pays à l'autre, d'importantes fluctuations.

Les seules contrées du monde où sa valeur soit inférieure au pair, sont le Japon où il ne vaut que 99 fr. 23 et les Indes où on le change pour 99 fr. 41

Par contre, on le paye 100 fr. 65 en Allemagne; 100 fr. 30 en Angleterre; en Autriche-Hongrie, 100 fr. 45; en Belgique, 100 fr. 25; en Espagne 133 fr. 53; en Grèce, 101 fr.; en Hollande, 100 fr. 61; en Italie, 100 fr. 25; en Portugal, 126 fr. 53; en Roumanie, 100 fr.; en Russie, 100 fr. 77; en Suisse, 100 fr. 25; aux États-Unis, 100 fr. 68; au Mexique, 267 fr. 48; en République Argentine, 227 fr. 30; au Chili, 100 fr. 91; au Brésil, 230 fr. 89.

Le record de la générosité appartient à la Chine, qui paye un billet de banque français 276 fr. 66 centimes.

Quel bonheur d'être en Chine, à la condition de posséder beaucoup de billets de banque français.

ANNONCES & AVIS

AVIS

Suivant télégramme reçu le 9 courant, le vapeur «Gallia» est retardé de deux jours et ne partira que le 28 mars.

AVIS

Le soussigné informe le public qu'il a à vendre:

Vins fins d'Espagne en gros: Madère, Malaga, Sherry, Porto, Moscatel, Mauzanilla. En caisses de 12 bouteilles et en barils de 16 à 164 litres.

Champagne Benoit fils.

E. BENATRE

A VENDRE

Un mobilier de chambre à coucher et de salle à manger, le tout en chêne et presque neuf.

S'adresser au bureau du Réveil.

Le Gérant, Fernand Mazier.

St-Pierre Miquelon. — Imp. du Réveil.